

Interview de Charles Ruten: la conférence de Messine (La Haye, 29 novembre 2006)

Source: Interview de Charles Ruten / CHARLES RUTTEN, Étienne Deschamps, prise de vue : François Fabert.- La Haye: CVCE [Prod.], 29.11.2006. CVCE, Sanem. - VIDEO (00:04:51, Couleur, Son original).

Copyright: Transcription CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/interview_de_charles_ruten_la_conference_de_messine_la_haye_29_novembre_2006-fr-9957ac82-033e-4d64-a46e-9e5b4a30c38c.html



Date de dernière mise à jour: 04/07/2016

Interview de Charles Rutten: la conférence de Messine (La Haye, 29 novembre 2006)

[Étienne Deschamps] Conférence de Messine, à laquelle vous avez participé, et là aussi quelle était l'ambiance de cette réunion, et quelles en furent les conséquences immédiates?

[Charles Rutten] C'est très très difficile, encore une fois, de définir l'ambiance. L'ambiance était optimiste du côté des délégations du Benelux, elle était très sceptique du côté français. Du côté allemand, l'opinion était divisée. Il y avait Hallstein et Adenauer, qui étaient partisans des idées de base du document Benelux, mais il y avait Erhard qui s'y opposait avec force, donc il n'en voulait pas du tout et il ne voulait pas aller au-delà de ce qui existait dans le cadre de l'OECE. L'Italie était plutôt en faveur du document Benelux.

Mais évidemment, ce qui était crucial, c'était de savoir comment serait la réaction française. Et la réaction française était très très prudente. C'était déjà un grand pas en avant, parce que tout le monde se demandait: «Qu'est-ce qu'ils diront?». Évidemment Mendès France avait disparu de la scène politique, et le nouveau gouvernement français se rendait compte que par l'échec de la CED, la France avait joué un mauvais coup à l'Europe, et que dès lors, ils avaient une sorte de dette vis-à-vis de l'Europe.

À Messine, ils se tenaient très..., ils prenaient une position très très prudente. Évidemment, il y avait des problèmes. Ils se demandaient comment cela pouvait fonctionner, etc. Ils insistaient beaucoup sur l'idée d'Euratom, qui pour eux, à ce moment-là, était essentielle. Mais c'était vraiment – comment dirais-je – on se tâtonnait, on voulait voir comment les réactions seraient de part et d'autre. Ça avait comme conséquence que c'était très difficile de se mettre d'accord sur un texte, un texte de conclusion. Et en fait, on a quand même réussi à se mettre d'accord sur une décision de procédure. C'est-à-dire... on créait un comité qui allait étudier les propositions qui étaient dans le mémorandum Benelux et dans les autres mémorandums. On dirait maintenant, on décidait de faire une «*feasibility study*» qui n'engageait personne, tout le monde pouvait dire après: «Écoutez, non, je ne suis pas convaincu, parlons d'autre chose».

Mais... ça c'était très important. L'autre élément décisif – et ça c'était vraiment, pour l'avenir, décisif – c'était qu'on décidait que ce comité serait bien un comité d'experts, mais qu'il serait présidé par un homme politique. Ce qui donnait donc un aspect politique à la mise en œuvre de cette procédure. Et évidemment, enfin, le dernier élément très positif, c'était qu'on se mettait d'accord pour nommer Spaak comme son président.

Si Beyen a été décisif dans le cadre préparatoire et pour faire mûrir l'idée d'une union économique, Spaak a été décisif pour le succès d'abord de son comité, donc le comité Spaak, et ensuite de la négociation de Val Duchesse. Sans Spaak, on n'aurait pas abouti. Comme j'ai participé aux deux, enfin je suis peut-être le seul témoin qui peut encore confirmer que sans Spaak, ça n'aurait pas réussi.